

# Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance, abonnements :  
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Versements :  
Chèque bancaire ou postal  
à l'ordre de F. Gambini

Abonnements :  
1 an : 40 F ; 6 mois : 20 F  
pli fermé : 60 F et 30 F

Abonnements de soutien :  
à partir de 100 F

16<sup>e</sup> ANNEE - N° 281  
LE NUMERO : 2 FF  
20 FB - 1 FS  
13 au 26 janv. 1979

## L'Iran, c'est le monde

La gigantesque révolte sociale qui embrase l'Iran avec sa succession ininterrompue de grèves générales, de manifestations monstres et d'émeutes sauvagement réprimées précipite désormais le pays au bord du gouffre et mobilise le front international de l'ordre établi sans que, tragiquement, s'allume pour la classe ouvrière la moindre lumière susceptible de guider ses pas et sans qu'apparaisse dans un horizon immédiat une force susceptible d'imposer une issue réellement révolutionnaire à cette crise formidable. Cette lutte tenace et généreuse livre, ou plutôt confirme et illustre des enseignements déjà consignés dans le patrimoine du marxisme et dont l'assimilation est indispensable à la reprise internationale et révolutionnaire de classe.

Dans leur cours catastrophique les événements d'Iran viennent démontrer la thèse bourgeoise selon laquelle la lutte sociale peut être enterrée par le développement économique et confirment donc la thèse marxiste selon laquelle l'accumulation de toutes les contradictions sociales est le produit du progrès bourgeois et non de l'arriération économique : jamais, ni en 1950-53, ni en 1960-63, le développement social n'a été aussi immense et aussi profond qu'aujourd'hui.

Les idéologues du progrès continu et harmonieux ne manqueront pas de rétorquer que le mouvement social qui secoue l'Iran porte les stigmates d'une formidable arriération, qui se traduit par exemple dans le poids du clergé. Ceci est vrai en partie, mais le marxisme a coutume de ne considérer qu'avec une extrême prudence « l'idée que se fait le mouvement de lui-même » et va chercher dans la mécanique économique et sociale les rapports réels. Nous avons tenté dans les numéros précédents de ce journal de donner un diagnostic du mouvement social iranien, et notre conclusion est que cette formidable explosion populaire qui aurait produit, dans le flot de la grande vague anti-« féodale » et anti-impérialiste qui a déferlé sur l'Asie, une véritable révolution, a pu être longtemps repoussée. Les énergies sociales dégagées par le heurt entre les besoins du capitalisme moderne et les vieux rapports sociaux ont pu être aspirées dans le tourbillon d'un développement capitaliste provoqué de l'extérieur, tandis que l'Etat d'un côté se

fixait comme tâche de briser les principaux obstacles économique-juridiques à la marche du capitalisme par des réformes, et de l'autre parvenait à amortir les antagonismes provoqués par le vieux despotisme politique, mis au service du développement et de l'oppression capitalistes, grâce à la manne pétrolière et à la corruption généralisée.

Dans ces conditions, le coup de frein brutal donné à l'expansion économique par la crise mondiale devait nécessairement provoquer le déferlement d'un mouvement social trop longtemps contenu. Mais si la révolte iranienne réagit contre le poids des vieux restes prébourgeois devenus insupportables dans les conditions du développement moderne que ce dernier appelle par conséquent à liquider, elle apparaît désormais davantage, dans son fond, comme une réponse aux conséquences catastrophiques du développement bourgeois lui-même : la masse des classes moyennes urbaines et paysannes tente de résister à la ruine provoquée par la concurrence du marché mondial, la concentration capitaliste et l'expropriation accélérée, le tout porté au paroxysme par la crise économique, et la classe ouvrière, de son côté, résiste en fait, même si elle souffre encore du vieux despotisme dans l'usine, à une exploitation spécifiquement capitaliste. Il est donc clair que si la société iranienne souffre encore de certaines entraves politiques et sociales au développement moderne qui résultent d'une révolution bourgeoise par en-haut, elle est néanmoins déjà suffisamment capitaliste pour souffrir encore da-

### DANS CE NUMERO

- Le chauvinisme honteux de l'UCFML.
- La longue tradition du social-patriotisme.
- Dans la sidérurgie, le terrain objectif pour une riposte internationale.
- Boumediène ou la naissance de l'Etat.

vantage des progrès de son développement.

Les idéologues myopes du capitalisme se consolent peut-être de ce qui se passe en Egypte, en Tunisie, au Nicaragua, au Pérou, en Iran, en Turquie ou ailleurs encore, puisque, même s'il s'agit de produits du développement capitaliste, ils ne touchent en somme que la périphérie et non le centre, encore immobile. Mais nous savons que le marché mondial unifie tout et assure la domination du centre sur la périphérie, qui se trouve ainsi moins apte à résister aux terribles tensions que subit l'ensemble de la société. Notre diagnostic est donc que les cataclysmes sociaux qui aujourd'hui déferlent sur les pays économiquement arriérés sont un signe et une anticipation de ceux qui, avec l'approfondissement de la crise,

(Suite page 3.)

## Lutte à outrance contre le contrôle de l'immigration !

Le 2 janvier, Stoléro a annoncé que, d'après un accord signé le 30 décembre avec l'ambassadeur d'Algérie, « tous les certificats de résidence de 5 ans ou de 10 ans des Algériens arrivant à expiration à partir du 1<sup>er</sup> janvier 79 seront automatiquement prolongés d'un an tout au long de l'année 79 à partir de la date du jour d'expiration » (*Le Monde* du 3-1-79). Pourquoi ce sursis alors qu'en novembre dernier, lors de la semaine du « Dialogue français-immigrés », Stoléro avait annoncé qu'on ne renouvelerait pas la totalité des 500.000 cartes de 5 ou 10 ans arrivées à expiration, dont 350.000 à des travailleurs algériens (voir *Le Prolétaire* n° 278) ?

La presse bourgeoise ne laisse planer aucun mystère sur le fait qu'il s'agit de mesures tout à fait provisoires destinées à permettre au gouvernement français de garder toutes les cartes en main dans la négociation avec le gouvernement algérien, retardée par la maladie de Boumediène. Après sa mort, il s'agit pour l'Etat français de se ménager le nouveau gouvernement algérien en donnant du temps pour discuter des modalités du « retour » des travailleurs en Algérie. Mais il s'agit aussi de laisser à ce jeune gouvernement le temps de se mettre en place sans le confronter aux mouvements sociaux que ne manquerait pas de créer le renvoi brutal de 350.000 travailleurs combattifs. Le rôle contre-révolutionnaire de la bourgeoisie impérialiste française, gendarme de l'Afrique, repose aussi sur l'alliance avec les bourgeoisies locales pour ne pas bouleverser les fragiles équilibres de cette zone.

D'autre part, la question n'est pas simple sur le plan juridique pour l'Etat français. Les renvois annoncés seraient une complète violation de l'accord franco-algérien de 1968 toujours en vigueur. Or, les annulations du Conseil d'Etat, en juillet et novembre 78, des circulaires, décrets et notes ministérielles par lesquelles s'est exprimée la nouvelle politique de limitation et de contrôle de l'immigration a montré qu'une partie de la bourgeoisie trouve dangereux pour la stabilité de l'ordre de violer si ostensiblement sa propre légalité et demande au gouvernement de faire les

(Suite page 4.)

### Réunions publiques du Parti

#### ● A AMIENS

Le mercredi 24 janvier, 20 h 30, salles Louis-Dewailly.

#### ● A ANGERS

Le dimanche 21 janvier, 14 h 30, salle des Cours Municipaux, place Saint-Eloi.

### Le prolétariat et la guerre

#### ● A PARIS

Le vendredi 26 janvier, 20 h 30 Mutualité, Salle M, 2<sup>e</sup> étage.

Berlin, janvier 1919

Il y a 60 ans,

le prolétariat se soulevait

## Bon vent au PC italien, grand parti bourgeois!

Dans sa brochure *Réforme sociale ou révolution?*, Rosa Luxemburg écrivait : « Ceux qui se prononcent pour la voie de la réforme législative à la place et contre la conquête du pouvoir politique et la révolution sociale choisissent en fait non pas une voie plus tranquille, plus sûre, plus lente, vers le même but, mais bien un autre but, c'est-à-dire au lieu de l'instauration d'un nouvel ordre social, simplement des modifications — et des modifications qui ne sont pas substantielles — de l'ancien ordre social. Ainsi, en partant des opinions politiques

du révisionnisme, on arrive aux mêmes conclusions qu'en partant de ses théories économiques : à savoir que celles-ci au fond n'amènent pas à la réalisation de l'ordre socialiste, mais simplement à une réforme de l'ordre capitaliste ; non pas à l'abolition du système salarial mais à une exploitation plus ou moins grande, en un mot à l'élimination des abus du capitalisme et non à l'élimination du capitalisme lui-même » (Deuxième partie, § 3).

Mais si, dans un premier temps, le révisionnisme que fustigeait R. Luxemburg à la fin du siècle dernier put rester une force dans un certain sens extérieure à l'ordre bourgeois, sur lequel il exerçait une pression visant à atténuer ses contradictions et à éliminer ses « abus », il était inhérent à sa nature qu'il devienne tôt ou tard une force interne du capitalisme, une forme de gestion des conditions de son maintien, du maintien sous une forme en apparence seulement modifiée de l'exploitation du travail par le capital.

La social-démocratie allemande franchit ce pas à la fin de la première guerre mondiale, après l'« heureuse expérience » de l'Union sacrée pendant le conflit, et elle n'eut aucun besoin de le codifier dans un article de statut ou dans une thèse de programme du parti. Trente-cinq années passèrent avant qu'elle le fasse en 1961 au Congrès de Bad Godesberg quand elle abjura ouvertement le marxisme. Les « commentateurs » et les « politologues »

qui aujourd'hui cherchent anxieusement dans les lignes du répugnant « projet de thèses » du PC italien pour son XV<sup>e</sup> congrès l'assurance que ce parti a abjuré définitivement non seulement ce qu'on appelle le « léninisme » mais aussi toute la théorie marxiste, et qui protestent parce qu'ils ne la trouvent pas encore dans ce texte, devraient se rappeler que sa fonction de parti non seulement de réforme bourgeoise mais aussi de gouvernement bourgeois, le PCI l'a déjà remplie dans cette nouvelle édition de l'Union sacrée que fut la Résistance et, une fois la guerre terminée, dans les gouvernements de reconstruction nationale. Si, ensuite, il est retombé dans la pâle fonction de parti d'« opposition réformiste », c'est uniquement à cause de la conjoncture internationale marquée par l'opposition entre les deux impérialismes, celui de l'ouest et celui de l'est. La « longue marche » qu'auraient accomplie les Berlinguer, Amendola et autres n'est en réalité que le sous-produit du changement lent et

contrasté qui s'est opéré à l'échelle mondiale et qui a été marqué par le passage de la guerre froide à la coexistence pacifique d'abord, au processus d'autonomisation graduelle vis-à-vis de Moscou des partis et des Etats du bloc de l'Est qui a suivi la détente, ensuite. La conclusion de cette « longue marche » n'est — et le PCI a raison de s'en glorifier — que le retour au point où s'était interrompue — et non pas par sa volonté — son évolution vers le niveau sublime de parti de conservation bourgeoise, de parti de gouvernement et d'Etat.

\*

Il ne faut donc pas chercher la clé de voûte de toute la construction ultra-révionniste du « projet de thèses » dans les détails qui semblent les plus spectaculaires à la grande presse d'information mais, par exemple, dans le lien entre la proclamation so-

(Suite page 2.)

## Le chauvinisme honteux de l'UCFML

Les vicissitudes récentes de la Chine, qui n'ont pas manqué de susciter des remous dans le monde, déjà divisé, des groupes maoïstes, peuvent attirer vers l'UCFML des éléments écartés par le chauvinisme patent et le suivisme inconditionnel du PCMLF ou du PCR. L'UCFML, elle, prend certaines distances vis-à-vis de la politique intérieure et extérieure de la Chine et vis-à-vis de la théorie des trois mondes, qualifiée d'« analyse objective et correcte de la situation mondiale », mais ne permettant pas de « définir une ligne pour le prolétariat mondial », voire étant « compatible avec le chauvinisme ». Et de déclarer que pour le prolétariat en France l'ennemi principal est l'impérialisme français.

Mais ces phrases plus ou moins « internationalistes » sont réduites à néant quand l'UCF affirme que dans une prochaine guerre le prolétariat devra faire de la défense nationale en cas d'agression et d'invasion, et conduire dès lors une résistance « indépendante » par rapport à la bourgeoisie, notamment enclina, en France, à laisser tomber le drapeau de la défense de la patrie.

De tels arguments sont aussi vieux que le social-chauvinisme. Ils ont été utilisés dans tous les camps, lors de la première comme de la seconde guerre impérialistes. Affirmer que l'ennemi est dans notre pays prend tout son sens au moment de la guerre et de l'agression (de tous contre tous, dans une guerre de requins impérialistes armés jusqu'aux dents), le prolétariat devant profiter de l'affaiblissement momentané de « son » impérialisme pour retourner ses armes contre lui. De même parler d'indépendance de classe n'a de sens, dans les pays impérialistes, qu'en dehors de tout « front uni » avec la bourgeoisie.

Ceux qui affirment le contraire ne font que préparer le prolétariat à s'enrôler une nouvelle fois sous les drapeaux de la guerre impérialiste, au lieu de préparer, comme ils le prétendent, la révolution. Chauvinisme honteux, mais chauvinisme tout de même!

## Bon vent au PC italien

(Suite de la page 1)

lennelle selon laquelle « le PCI lutte pour une rénovation profonde du Pays, la sauvegarde et le progrès de la démocratie, selon la ligne tracée par la Constitution de la République » (thèse I) et l'autre proclamation, tout aussi solennelle, selon laquelle « il doit être bien clair que le parti est du côté de la société et de l'Etat » (thèse XV). Ce lien montre que si le PCI a « depuis longtemps dépassé la conception du parti communiste comme « préfiguration » de l'Etat et de la société socialiste » (idem), ce n'est pas parce que cette formule est, du point de vue marxiste, pour le moins insuffisante, mais parce que la notion même d'« Etat et de société socialistes » (étrange mariage, en vérité!) a été abandonnée au profit d'une simple extension de la « démocratie politique » comme « forme institutionnelle la plus haute d'organisation d'un Etat » (thèse IX) et, attention, pas la démocratie en général, mais la démocratie politique telle qu'elle est aujourd'hui codifiée dans un ensemble de textes de loi (la « Constitution italienne ») et dans un ensemble d'institutions d'Etat correspondant à une structure économique bien précise et à une société bien définie, dont le PCI se reconnaît indissolublement comme partie intégrante : donc en tant que force interne à côté d'autres forces internes, prête à s'allier à elles sous le signe de l'unité nationale, et aspirant à être « hégémonique » mais dans le respect — étrange hégémonie! — de l'existence et des droits démocratiques des autres.

Le PC italien est à ce point une force interne de l'ordre capitaliste que, malgré les salamalecs rituels à l'égard de la révolution d'Octobre saluée comme une « rupture historique [c'est tout?] du système impérialiste et de l'exploitation » et comme « une impulsion donnée aux révolutions nationales et coloniales », et malgré l'hommage rituel lui aussi au marxisme (mais non, que diable, en tant que « système doctrinaire »!), il reconnaît, en se faisant le héraut d'une troisième voie, sa propre ascendance historique non pas dans le sillage de la lutte entre classes antagonistes et du mouvement révolutionnaire communiste, mais dans la lignée tricolore des luttes civiles pacifiques de la bourgeoisie démocratique dans ses expressions modérées, bien que non insensibles à la « question sociale » vue d'un angle moralisant ou vaguement évangélique. Sa « conception de la transition au socialisme et des caractéristiques de la société », proclame le PCI avec tout l'orgueil du noble pour son arbre généalogique, « a des racines profondes dans l'histoire de l'Europe occidentale, dans les luttes séculaires pour les libertés politiques, culturelles et religieuses qui l'ont caractérisée et surtout dans les grandes luttes pour la démocratie, la liberté et le progrès social [remarque l'ordre de la succession

d'une part, le flou du dernier terme d'autre part] qui ont été menées et remportées par son mouvement ouvrier » — un mouvement ouvrier en complet veston, comme le concevaient des bourgeois comme Giolitti et Gentile et des opportunistes comme Bissolati et Bonomi, un mouvement ouvrier non distinct du mouvement constitutionnel-populaire du Risorgimento, accroché à la démocratie bourgeoise au point de mettre au centre de ses luttes la conquête et la défense d'un « système de garanties (!) institutionnelles des libertés » (thèse IX), et soumis aux pieuses traditions au point de considérer que « la conscience chrétienne peut être un stimulant dans la lutte pour la transformation socialiste de la société » (thèse XIV).

Il n'avait donc pas tort, le « grand Togliatti », de parler d'un « second Risorgimento » comme but idéal du « parti nouveau ». Le PCI qui apparaît enfin, dépouillé de tout masque prolétarien, est un grand parti bourgeois de gauche, moins timide que la social-démocratie classique pour jeter aux orties ce qui fut le cheval de bataille des révisionnistes d'il y a trois quarts de siècle, c'est-à-dire l'« étatisation intégrale des moyens de production ». Le PCI invoque à sa place « une présence dans l'économie de secteurs publics et de secteurs dans lesquels agisse l'initiative privée », souhaite « une articulation du système économique qui assure l'intégration du plan et du marché » (thèse X) et annonce comme possible « l'existence et le rôle de plusieurs partis — et leur alternance dans les fonctions gouvernementales — également dans l'œuvre de rénovation démocratique et socialiste de la société, et dans l'œuvre d'édification et de direction d'une société socialiste » avec une clause additive, vraiment digne d'être placée comme enseigne lumineuse à l'entrée du siège central et des sections périphériques du « parti nouveau ». Celle-ci dit non seulement que « le rôle dirigeant (!) de la classe ouvrière dans le processus de dépassement du capitalisme et de construction du socialisme peut et doit s'effectuer à travers une collaboration et une entente entre des partis et des courants différents qui aspirent [et qui n'y « aspire » pas, par les temps qui courent?] au socialisme », mais aussi que ceci doit se produire « dans le cadre d'un système démocratique où jouissent de leurs pleins droits tous les partis constitutionnels [les forces internes de l'ordre constitué, justement!], même ceux qui ne veulent pas la transformation de la société socialiste ». Et cela ne suffit pas : même ceux « qui s'y opposent, naturellement dans le respect des règles démocratiques constitutionnelles » (thèse XII).

Dans une telle perspective, les bourgeois les moins obtus doivent reconnaître que le PCI dernier cri occupe une place d'honneur dans l'establishment, une place qu'aucun

PSI « rénové » ne pourrait lui disputer ; que le « compromis historique » n'a pas le sens d'une manœuvre tactique, mais celui d'un programme stratégique ; que, loin d'avoir l'odeur de renfermé de la vieille Droite historique italienne obsédée par le « gâchis » dans les dépenses publiques, l'idéologie de l'« austérité » a le parfum stimulant de l'efficacité technocratique qui tend à rendre productive la dernière et la plus humble des ressources nationales, à tirer profit de la dernière goutte de sueur prolétarienne ; et que, sur le plan des rapports internationaux, son « européisme » est un choix aussi définitif que, sur le plan idéologique, le rejet des « modèles universels », des « chaires d'orthodoxie », des « centres exclusifs de direction politique », bref, de la suprématie du Kremlin.

\*

La vieille social-démocratie avait sauvé la face de la laïcité d'une part, de l'interventionnisme de l'Etat de l'autre ; le PCI a dû renoncer à l'un et à l'autre. Paris vaut bien une messe, autrement dit tel était le prix à payer pour conquérir un fauteuil stable et reconnu dans le gouvernement central ou périphérique de la chose publique et dans l'œuvre de sauvegarde de l'« ordre démocratique » après les péchés de jeunesse commis dans le camp aventureux du mouvement révolutionnaire communiste. Son programme de « politique intérieure » ne va pas plus loin que celui dont Marx se moque en disant qu'il n'était rien d'autre que la « société actuelle » et l'« Etat actuel », en rappelant à ses disciples sur le point de perdre la boussole que « la société actuelle » est la société capitaliste qui existe dans tous les pays civilisés (...) plus ou moins modifiée par le développement historique particulier de chaque pays, plus ou moins évoluée » et que « les divers Etats des divers pays civilisés, malgré leurs différences de forme, ont tous en commun d'être sur le terrain de la société bourgeoise moderne, qui est seulement plus ou moins évoluée du point de vue capitaliste ». Quant à son programme de « politique étrangère », nullement différent de celui d'une très bourgeoise « Ligue pour la liberté et la paix », il combine un amour jaloux de l'indépendance nationale avec ce rien d'internationalisme que, comme le disait le même Marx, non seulement un Bismarck mais « le premier marchand venu » peut et doit légitimement faire sien.

A ce parti tout nouveau dans l'arène grande-bourgeoise, nous souhaitons bon vent. Les bien-pensants qui interrogent l'horoscope pour établir le degré de sa crédibilité libérale et démocratique aux côtés d'une démocratie chrétienne qui a besoin d'aide se poseront un jour une question bien plus inquiétante : que faire, face à la marée montante de la guerre de classe, sans un bon vieux parti ouvrier réformiste de masse ?

Lisez et diffusez la presse du Parti !  
il programma comunista  
el programa comunista  
kommunistisches programm

## Une longue tradition de social-patriotisme

Le PCF est aujourd'hui le plus farouche défenseur de l'économie nationale, et toute sa propagande tend à réaliser ce que le gouvernement et les partis ouvertement bourgeois seraient bien en peine d'obtenir : mobiliser les ouvriers pour « fabriquer français », pour conquérir « le marché mondial de l'aéronautique », pour faire triompher le « fusil français », pour assurer « le développement du trafic de notre marine marchande », etc., etc. C'est uniquement pour tromper les ouvriers que le PCF feint de défendre les intérêts du capitalisme français contre... les capitalistes et leur Etat, en prétendant par exemple que « [...] le pouvoir ne met pas tout en œuvre pour permettre à notre industrie automobile, en particulier celle du poids lourd, d'affronter avec le maximum d'efficacité la concurrence internationale » (Jean Colpin membre du CC, dans l'Humanité du 9-10-78). Heureusement que le PCF est là pour veiller à ce que « [...] la bourgeoisie française ne tire pas les marrons du feu au profit de l'impérialisme allemand » comme disait Marchais (Le Monde du 27-9-74), et l'inciter à « regagner le terrain perdu ».

C'est une vieille tactique du social-patriotisme d'enrober la mobilisation des ouvriers au profit de la bourgeoisie de « leçons » qu'on donne à cette même bourgeoisie, et le PCF a de qui tenir. En 1914, Jouhaux, dirigeant de la CGT ci-devant « révolutionnaire et anti-militariste » mais passé au social-chauvinisme, donnait lui aussi des leçons aux bourgeois. L'Allemagne est encerclée, eh bien « Profitons-en ! », écrivait-il : « [...] Son commerce maritime est en partie arrêté ! Pourquoi notre marine marchande, coopérant avec celle de l'Angleterre, ne reprendraient-elles pas à leur profit une partie du travail allemand qui ne se fait plus ? Ce serait une première victoire [...]. Il faut profiter de toutes les situations [...] les blocs allemand par la flotte anglaise rend libre notre action commerciale sur la mer ; profitons-en pour nous

ravitainer d'abord, assurer du travail ensuite et constituer notre supériorité dans le domaine de l'importation et de l'exportation pour l'avenir [...] ». (Cité par A. Rosmer, Le mouvement ouvrier pendant la guerre, p. 122.)

Les bourgeois n'y avaient sans doute pas pensé. Heureusement que Jouhaux était là pour leur expliquer que « [...] si la victoire militaire est maintenant nécessaire, la suprématie industrielle et commerciale ne l'est pas moins » (p. 125), et pour glorifier un exemple anglais de consensus d'entreprise qui « [...] allie heureusement les trois intérêts principaux du moment : national, patronal et ouvrier ». Pour qui aurait le moindre doute sur le contenu de cette « alliance »-là, Jouhaux expliquait que « avec raison, le journal Le Temps a dit que la mobilisation industrielle aurait dû accompagner la mobilisation militaire » ! La bourgeoisie ne tardera pas à accéder à cette exhortation lancée le 16 août 1914.

A l'époque, l'Union sacrée a coïncidé avec l'éclatement de la guerre impérialiste, et la mobilisation militaire a précédé la mobilisation industrielle. Aujourd'hui, où l'Union sacrée est le pain quotidien des partis soi-disant ouvriers, ils se font les champions de la mobilisation industrielle. Demain, lorsque les antagonismes impérialistes éclateront en une troisième boucherie mondiale, ils prêcheront comme dans les deux précédentes la mobilisation militaire du prolétariat au service de la bourgeoisie. C'est cela l'aboutissement inéluctable de leur campagne actuelle.

Dans la guerre économique comme dans la guerre militaire, le prolétariat doit rejeter toute solidarité nationale, toute défense de la patrie. Il doit reprendre le vieux cri « l'ennemi est dans notre pays », et profiter des difficultés économiques ou militaires de sa bourgeoisie pour mieux la combattre et pour l'abattre !

## Dans la sidérurgie, le terrain objectif pour une riposte internationale

Aux ouvriers jetés sur le pavé dans le Nord et l'Est de la France, la bourgeoisie française explique carrément qu'ils doivent choisir : leurs intérêts, ou les siens. En RFA, le patronat allemand a lancé une campagne de dénonciation furieuse contre les grévistes de la sidérurgie dans la Ruhr, ces « fauteurs de chaos » coupables d'avoir rompu la paix sociale et de mettre en péril la position pour le moment plus avantageuse des aciers allemands sur le marché européen et mondial. Après quatre semaines de grève avec piquets, et malgré toutes les manœuvres syndicales, les grévistes avaient déjà soulevé des grondements d'inquiétude dans la bourgeoisie en refusant de respecter la trêve de Noël. Comme ils en ont l'habitude, sous tous les climats, les larbins des directions syndicales de l'I.G. Metall ont alors tenté de poignarder le mouvement dans le dos en allant négocier un accord ménageant les intérêts de l'économie nationale et laissant de côté la revendication essentielle des grévistes, la réduction immédiate du temps de travail POUR TOUS (et non les calendriers de réduction échelonnés et sélectifs permettant toutes les manœuvres). Les larbins syndicaux n'ont réussi immédiatement qu'à provoquer un durcissement de la grève, et à apparaître clairement aux yeux d'une partie au moins des travailleurs en lutte pour ce qu'ils sont : des briseurs de grève professionnels. Pour ces travailleurs, l'objectif et le sens de la lutte même s'est précisé, malgré la gangue du programme, du calendrier, des méthodes des syndicats vendus dont le mouvement a été prisonnier dans ses débuts.

« Les trente-cinq heures, la cinquième équipe, la retraite à 55 ans sont aujourd'hui des revendications communes sur le plan européen », écrit justement la CFDT dans son hebdomadaire du 28 décembre 78. Belles paroles, que la colère des ouvriers licenciés dans le Nord, la Lorraine, les mouvements entamés, par exemple à Usinor-Dunkerque contre l'aggravation des charges de travail,

à Usinor-Denain contre le chômage partiel, et la lutte entreprise par les ouvriers de la Ruhr auraient pu permettre d'actualiser s'il existait des organisations de classe ! Mais paroles seulement, destinées à leurrer les ouvriers et les militants sur le véritable travail mené par les organisations syndicales ! Car les dirigeants de la CFDT ont bien d'autres préoccupations, sur lesquelles ils orientent les luttes dans toute la mesure de leur influence : défendre « les intérêts de la région » (ces mêmes intérêts de la région au nom desquels les commerçants, artisans et petits industriels de la Ruhr se dressent actuellement contre les grévistes de la sidérurgie!) ; « maintenir l'unité dans l'action » (Syndicalisme-Hebdo, même date), notamment avec la CGT et le PC (les brouilles retentissantes entre Maire et Séguy, c'est bon pour la galerie, c'est-à-dire pour décourager les prolétaires!), et ne pas compromettre les « négociations » et le climat social ad hoc, auxquels la CFDT demeure si attachée, malgré quelques déceptions (des coups de massue en réalité pour les ouvriers, comme, entre autres, la Sécurité sociale, l'indemnisation du chômage, les minimum garantis dans les accords par branches)...

Quant au social-chauvinisme ouvert et militant du PCF et de l'appareil CGT, de ces gens qui, comme le député PCF de Meurthe-et-Moselle, vont pleurer dans les Conseils généraux sur les « crimes économiques » du gouvernement contre « la liberté et l'indépendance de la nation » (L'Humanité du 5-1-79), ils ont dû lire dans les journaux bourgeois une nouvelle propre à réjouir leur cœur patriotique : grâce à la grève des prolétaires allemands, « la sidérurgie française accroît ses ventes en Allemagne, notamment dans les tôles minces » (Le Monde du 7-8 janvier 1979).

Pour défendre même leurs intérêts immédiats, les prolétaires, eux, ont besoin de rompre avec les intérêts de leur bourgeoisie, de briser le carcan opportuniste et de resserrer leurs liens par dessus les frontières !

# L'Iran, c'est le monde

(Suite de la page 1.)

**frapperont aussi demain les métropoles impérialistes.** La goutte, disait Trotsky, commence par toucher les orteils avant d'aboutir au cœur.

C'est dans ce cours catastrophique que le marxisme puise la force de sa critique des prétentions libérales au perfectionnement continu du capitalisme, mais également des chimères démocratique-réformistes de transformation graduelle, paisible et homéopathique du capitalisme en socialisme : à l'inverse, cette transformation naît de la crise révolutionnaire qui tranche brutalement les entraves au développement historique qui ont précipité la collision généralisée entre les Etats et les classes sociales.

Un autre phénomène que révèle brutalement la crise iranienne, c'est l'extraordinaire **interdépendance** de toutes les économies du monde entier, réalisée par le capitalisme, dans les longues décennies d'absence prolétarienne. D'un côté, le capitalisme développé est devenu encore plus économiquement dépendant des pays économiquement arriérés, notamment en ce qui concerne les matières premières, les sources d'énergie, au point qu'aujourd'hui où l'Iran éternue, tous les grands centres impérialistes se mouchent ; et tandis que le prix du pétrole grimpe, ils doivent en retour accentuer encore leur pression économique sur les autres producteurs du précieux liquide. De l'autre côté les pays politiquement libérés de la tutelle du colonialisme par la grande vague émancipatrice qui a marqué « l'éveil de l'Asie » sont, par le jeu du développement capitaliste lui-même, dépendants dans une mesure encore plus grande, pour les machines et les capitaux, des grands centres impérialistes.

Naturellement, cette interdépendance ne peut apparaître autrement, dans les conditions du capitalisme, que sous la forme de la domination et de l'oppression, celle des grands Etats impérialistes qui exercent une pression économique, politique et militaire accrue sur les pays du « Tiers monde ». Qu'on ne s'y trompe pas en effet. Le mouvement social qui agite l'Iran peut bien avoir comme **point de départ** la révolte contre les privilèges exorbitants des étrangers, vieux restes du passé semi-colonial. Il ne faudrait pas plus de 24 heures à un mouvement social véritablement radical et révolutionnaire pour s'en débarrasser totalement et pour s'affronter alors immédiatement au problème bien plus ardu de la lutte contre le **poïds moderne** et non plus ancien de l'impérialisme, qui ne peut être éliminé par aucune indépendance politique, encore moins par une chimérique et réactionnaire « indépendance économique », mais uniquement par la destruction révolutionnaire du capitalisme mondial. La contre-révolution mondiale n'a pas seulement introduit le capitalisme dans l'Orient « arriéré » : elle y a également introduit les classes modernes. Et si le capitalisme né en retard produit des bourgeoisies déjà séniles, il produit en même temps un prolétariat immense et vigoureux. C'est la classe ouvrière qui en Iran a donné le coup d'envoi des mouvements sociaux des trois dernières décennies. Aujourd'hui, la grève des ouvriers des puits de pétrole et des raffineries d'Iran frappe non seulement le capitalisme iranien, mais le capitalisme mondial. Cela signifie que le mouvement de classe des prolétaires du « Tiers monde » a besoin, pour vaincre, de la solidarité des prolétaires des grandes métropoles et que, réciproquement, le prolétariat des pays économiquement « avancés » doit trouver pour la lutte contre ses ennemis une aide inestimable dans la lutte de ses frères de classe des pays économiquement « arriérés ».

La bourgeoisie de tous les pays sait qu'elle ne peut maintenir son ordre infâme qu'en se serrant les coudes à l'échelle internationale : la crise iranienne a montré dans les faits que devant l'inconnu de la révolte sociale tous, russes, chinois, américains, français, irakiens, saoudiens et autres, savaient faire taire leurs disputes pour garantir l'ordre établi ! Il est temps que le prolétariat en tire la leçon pour lui-même, en combattant l'étroitesse nationale, tous les particularismes et tous les chauvinismes, pour constituer, sur la base de ses intérêts communs l'armée internationale unifiée de la révolution communiste.

Les événements d'Iran nous confirment encore une vérité qui viendra donner courage et espoir aux prolétaires qui pensent à leur classe. L'armée iranienne est, paraît-il, une des plus modernes et la plus sophistiquée du monde ; ses dépenses atteignent annuellement près du double de celles de l'armée italienne pour une population qui dépasse à peine la moitié de celle de ce pays, et un revenu nation-

nal qui n'en atteint pas le tiers. Elle est « accompagnée » de quelque 30.000 « techniciens » américains et doublée de forces de police et de gendarmerie inouïes, le tout couronné par la fameuse SAVAK qui tisse sa toile d'araignée dans tous les centres de vie économique et sociale. Et voilà que ce bijou choyé par l'impérialisme américain pour assurer à l'Iran le rôle de gendarme du Golfe, de clé du cordon de sécurité anti-russe en Asie occidentale et pour lui permettre de mener à son terme la révolution capitaliste par le haut, ne peut empêcher, malgré les carnages quotidiennement répétés, non seulement l'extension de l'incendie social, mais même l'amollissement des troupes par la chaleur qu'il dégage. Ironie habituelle de l'histoire : pour avoir une armée aussi immense, il faut militariser la population, contrainte au service national, si bien qu'en temps d'agitation sociale, seules les troupes professionnelles sont réellement utilisables contre les émeutiers. Notre conclusion là non plus n'est pas nouvelle : aucun Etat, aussi barricadé, caparaçonné, cuirassé et blindé soit-il, n'est à l'abri du tremblement de terre sociaux qui donnent la **matière première** des révolutions.

Le malheur est que la maturation des forces sociales s'est faite en Iran de façon telle que ce mouvement arrive trop tard pour faire une révolution bourgeoise, mais trop tôt pour qu'ait pu naître la force capable de faire désormais

avancer l'histoire par sa propre révolution, la classe prolétarienne constituée en parti. En effet, les **résultats sociaux réels** que l'on peut raisonnablement attendre des revendications populaires, démocratiques et nationales que le mouvement continue à avancer comme **axe central** de son programme sont atteints, bien que par d'autres voies, et ne nécessitent plus désormais une révolution, mais peuvent être réalisés par des réformes, qu'il s'agisse d'une certaine « libéralisation » du régime, de la modification des rapports politiques de l'Etat avec l'impérialisme ou de la réforme agraire.

L'existence d'un mouvement de classe indépendant du prolétariat aurait permis, dans une telle situation, de prendre appui sur l'oppression politique encore renforcée par le vieux style despotique, sur le besoin d'un « supplément de révolution agraire » qui peut sans doute entraîner une partie de la paysannerie et notamment la masse des paysans pauvres et sans terre, sur la lutte contre les privilèges exorbitants concédés aux étrangers et l'indignation soulevée par le rôle de gendarme du Golfe joué par l'Iran, la solidarité exprimée envers les révolutions dhofari et palestinienne, pour concentrer contre l'Etat l'énergie de fragments d'autres classes, ou du moins les neutraliser dans l'affrontement entre la bourgeoisie — et l'impérialisme — et le prolétariat qui devient inévitable dès que ces « réformes » sont acquises.

## La tragique absence du Parti

Mais le mouvement de classe prolétarien est absent, à cause de la contre-révolution stalinienne qui a entraîné cette double catastrophe : le prolétariat des pays impérialistes a cessé le combat de façon indépendante, et celui des pays du « Tiers monde », né dans les cinquante dernières années, **n'a pas trouvé le guide naturel** qui lui aurait permis, comme cela a été le cas en Russie, de s'assimiler immédiatement les leçons les plus hautes de l'expérience historique du mouvement international et de regrouper dès les premières luttes économiques et antidespotiques ses forces pour ses buts propres. Dans ces conditions, il était difficilement imaginable que la classe ouvrière fasse autre chose que « servir de claie à la démocratie petite-bourgeoise ». Or, cette dernière, dans un pays où le développement social a été importé et s'est opéré à un rythme extrêmement rapide, imposé à coups de cravache sans l'aiguillon politique d'une forte bourgeoisie capable d'initiative historique, du fait de son retard et des ravages de la rente pétrolière, ni celui d'un prolétariat avançant son propre programme, allié au programme économique et social réactionnaire de la petite et moyenne bourgeoisie, **comme cela est vrai** dans tous les cas, un programme politique tout à fait inoffensif et **lui aussi tourné vers le passé**, ce qui explique le rôle joué par le clergé chiite érigé en véritable **parti politique** du « peuple », c'est-à-dire de la petite bourgeoisie.

Ainsi, au lieu de la lutte pour les réformes serve la lutte prolétarienne et débarrasse le terrain de la lutte pour ses objectifs propres, la lutte prolétarienne n'est pas seulement mise au service d'un programme économique et social de « repli national » et donc historiquement rétrograde — sans parler de toutes les aberrations et flagellations religieuses dont il s'entoure —, mais elle sert de masse de manœuvre à un mouvement politique qui, incapable d'utiliser les réformes pour briser l'Etat, peut être en revanche parfaitement utilisé par l'ordre établi pour renforcer encore l'Etat contre sa véritable menace, le prolétariat, en couvrant son oppression barbare d'un paravent démocratique.

C'est en tout cas le sens de la manœuvre que tentent désespérément de mettre en place l'impérialisme d'un côté, l'opposition libérale et religieuse de l'autre. La lenteur et les hésitations de ce processus tiennent à l'inexistence d'une opposition qui ait conquis à travers une lutte politique une influence sur les masses, ce qui explique le monopole idéologique du clergé chiite. Or ce dernier est contraint, devant l'approfondissement du mouvement social, à conserver une **opposition intransigeante de façade** pour chercher à contrôler le mouvement social, éviter l'armement de la population et la guerre civile généralisée, et donner ainsi le temps à l'impérialisme de se ressaisir et de disposer ses cartes. Tout le problème pour la bourgeoisie est de parvenir à mettre en place une force capable de **faire des réformes de nature** à « restaurer l'autorité de l'Etat » et de « remet-

tre la population au travail », quitte à faire provisoirement des concessions à la petite bourgeoisie et à la paysannerie.

Le front social existant entre le prolétariat et la petite bourgeoisie **doit se briser**. Celle-ci peut en effet être momentanément soulagée et paralysée par le capital et même dirigée contre le prolétariat tandis que ce dernier ne peut nullement être satisfait par les réformes en préparation, surtout à l'heure de l'austérité, et après un mouvement de résistance économique qui ne fait que s'amplifier depuis huit ans qu'il a démarré. Mais comme, politiquement, cette rupture ne vient pas du prolétariat elle risque de se faire dans les pires conditions pour lui, de le laisser sans préparation et ligoté par la « démocratie islamique » face à l'Etat, en ne lui laissant plus d'autre alternative que la **résignation ou un soulèvement désespéré**, ou cette fois il serait bien seul.

La tragique impuissance politique du prolétariat iranien est celle du prolétariat du monde entier. Elle est le résultat de la subordination de ses intérêts de classe à ceux des autres classes, et notamment de la petite bourgeoisie, à ses idéaux et à son programme réactionnaires. Ceci est vrai dans les révolutions bourgeoises qui ne peuvent être **menées à fond** que si le prolétariat s'y bat pour ses intérêts propres. Ceci est vrai dans les « queues de révolutions bourgeoises » — comme c'est

le cas en Iran — qui gaspillent les énergies prolétariennes et renforcent les chaînes de la classe ouvrière si les réformes bourgeoises ne sont pas subordonnées à un programme prolétarien. Ceci est à plus forte raison vrai dans les pays de révolution communiste « pure », où la démocratie est depuis longtemps une force exclusivement dirigée contre le prolétariat.

Mais pour sortir de cette impuissance, pour arracher le prolétariat à la subordination aux autres classes, il faut le **parti de classe**, dont les tragiques événements d'aujourd'hui nous révèlent l'énorme retard sur la courbe du capitalisme. La grande leçon historique que tira le marxisme de la défaite de la Commune de Paris fut le manque d'une **direction de parti**. La Révolution russe releva le défi en assurant de longue haleine les conditions de la victoire par une préparation opiniâtre du Parti à affronter l'ensemble de ses tâches historiques, qui consiste à trancher à l'avance tous les problèmes politiques de la révolution, et à faire passer dans la vie d'une organisation patiemment mais systématiquement construite les meilleures leçons de l'expérience politique et organisationnelle. Tandis que, de son côté, la révolution allemande et européenne ne put donner un parti capable de maîtriser les oscillations brutales entre les coups de tête insurrectionnels généreux et le manque d'audace et de volonté, pour ne pas dire la passivité et le suivisme à l'heure décisive.

La contre-révolution, marquée dès le début par le carnage des prolétaires et des paysans chinois, dû à l'oubli que le **parti prolétarien est un parti d'opposition à tous les autres partis**, est allée jusqu'au bout. Elle a démolie pierre par pierre l'organisation du parti international et sa doctrine. Au point qu'aujourd'hui, plus encore que d'avoir un **parti préparé**, se manifeste le besoin encore plus élémentaire d'avoir **simplement un parti**, constitué sur un programme de classe indépendant, un programme spécifiquement prolétarien.

On ne peut, devant le formidable gaspillage d'énergies sociales auquel se livre aujourd'hui la société iranienne, que rappeler la forte image que Trotsky utilisait dans sa préface à **L'Histoire de la Révolution russe** : « Sans une organisation dirigeante, l'énergie des masses se volatiliserait comme la vapeur quand elle n'est pas renfermée dans un cylindre à piston ; cependant le mouvement dépend de la vapeur, non du cylindre ou du piston ».

Du sang de combien de juin 1848 faudra-t-il que soit rougi le difficile chemin de la reprise révolutionnaire, après l'obscur tunnel traversé pendant cinquante ans d'histoire ? Le **besoin du parti** ! Ce slogan, depuis longtemps inscrit dans la mémoire collective de la classe que notre petit courant cherche à défendre de toutes ses forces contre le poids terrible de conditions encore défavorables, ce slogan qui surgit périodiquement de la réalité catastrophique du capitalisme, puisse-t-il redevenir le cri des prolétaires conscients de tous les continents !

## Boumediène ou la naissance de l'Etat

La disparition de Boumediène coïncide avec la fin de la « période de l'indépendance » de l'Algérie. Cela peut paraître un lieu commun. Mais c'est la vérité. Et les causes de ce phénomène ne sont pas à chercher dans l'individu lui-même, mais dans les forces matérielles dont le personnage n'est qu'une expression.

Dans une révolution où la bourgeoisie en tant que telle n'existait pas encore, l'armée devait prendre un rôle exceptionnel. Or l'armée dont Boumediène était le chef se ressentait suffisamment de la formidable poussée révolutionnaire pour que son chef se prononce contre les accords d'Evian, et elle était en même temps suffisamment organisée et sélectionnée « à l'extérieur », à l'ombre, pour trancher dans les différents internes au FLN et surtout pour contrer les débordements populaires et les « excès révolutionnaires ».

Fort de prestige du refus de la politique capitalarde des Ferhat Abbas et consorts et de son soutien à Ben Bella, elle s'illustra donc dans la répression de la manifestation des chômeurs à Oran en 64, des émeutes de Kabylie, des Aurès et du Sud, ainsi que dans la mise au pas du syndicat (UGTA). Puis quand la phrase autogestionnaire de Ben Bella ne fut plus de taille à couvrir ses mesures anti-populaires et n'était plus nécessaire à la mise en ordre des corps de l'Etat, elle l'élimina en juin 1965.

Aux ouvriers de travailler, aux petit-bourgeois et aux devanciers des bourgeois de faire des affaires ! L'Etat, pétrole aidant, veille à tout. Quant aux paysans, le fait que ce soit un homme issu de leurs rangs qui soit à la tête de l'Etat n'a pas peu contribué à les paralyser. Que tout le monde vaque à ses activités, l'armée-parti s'occupe, elle, de politique !

Une fois les rêves charriés par l'indépendance dissipés, les linéaments de l'Etat en place et la population au travail, le régime s'attela à gérer les richesses nationales, reprenant d'ailleurs le vieux « plan de Constantine » concocté par le colonialisme français, ce qui prouve qu'il n'y a pas deux manières de gérer l'économie capitaliste.

Depuis 1970-71, sous l'injonction des financiers internationaux, le régime a été contraint de passer à un semblant de réforme agraire, alors qu'il n'avait pas encore levé le petit doigt dans le secteur traditionnel. Et ce fut la succession ininterrompue des expertises, des statistiques et des enquêtes, des plans, des projets lancés à grand bruit (comme celui du fameux Delouvrier), et des « phases d'application » (nous en sommes à la quatrième !).

Le succès de cette « révolution agraire » se mesure au simple fait que le ministère de l'intérieur est contraint de sortir une circu-

(Suite page 4.)

# Boumediène ou la naissance de l'Etat

(Suite de la page 3.)

laire pour exiger que l'on refuse tout emploi aux attributaires de la révolution et pour qu'on ramène *manu militari* sur leurs terres ces bienheureux bénéficiaires qui n'ont pas l'air convaincus de leur bonheur.

Le succès se mesure également à la hausse vertigineuse des prix des produits de base, qui démontre les progrès fantastiques accomplis par le secteur « privé » (traditionnel), tandis que de son côté le secteur « socialiste » (ex-colonial) stagne dans sa forme ultra-commerciale sans pouvoir ni vendre à l'étranger ni nourrir les villes ! Et si certains prix ont augmenté moins vite que d'autres, comme c'est le cas du blé et de la farine, c'est grâce aux importations massives, ceci afin de réduire la pression sur les salaires et de donner ainsi un semblant de justification à leur blocage pratiquement maintenu en termes nominaux depuis 1971. Gloire donc à l'agriculture « révolutionnée » et au « socialisme » mercantile !

L'industrialisation du pays devait, dans la légende officielle, amener, plus encore que la révolution agraire, le progrès pour tous et la concorde sociale. Eh bien, les frontières se sont ouvertes en grand, les capitaux sont entrés en masse, les rythmes de croissance industrielle sont devenus exponentiels. Mais le résultat, c'est que les ouvriers et les paysans pauvres sont plus pauvres encore, tandis que les nouveaux bourgeois rivalisent entre eux d'arrogance et de luxe. Le résultat c'est aussi que les savants équilibres et dosages qui existaient entre les fractions bourgeoises ont été malmenés : Kaïd Ahmed est passé à l'opposition ; Cherif Belkacem a été limogé ; Medeghri est mort « tragiquement » et d'autres colonels encore ont disparu, souvent « accidentellement » : bref, le clan d'Oujda a éclaté.

Le plus fort, c'est qu'au moment où les tendances centrifuges dans le FLN se faisaient plus manifestes, au point que l'on parlait même pendant l'été 74 de « vacance du pouvoir », les luttes sociales, profitant instinctivement de la brèche offerte dans le mur de leur oppression, ont commencé leur lente émergence. Aiguillonnées par la disette et la vie chère, les masses plébéiennes des villes et même des campagnes se sont mises à lancer des coups de boutoir ici et là. Quant au prolétariat il est entré dans des mouvements de grève de plus en plus obstinés.

C'est dans ce contexte qu'est survenu le

conflit du Sahara occidental. Et après le flirt avec Hassan, avec Franco et même avec Giscard d'Estaing (avec lequel Boumediène avait affirmé que « la page du passé était tournée définitivement » ... malgré les 800.000 émigrés !), voici que le régime s'est brutalement découvert des sympathies (jusqu'à bien cachées !) pour le « principe sacré » de l'autodétermination et qu'il s'est mis, dans la foulée, à invoquer la défense des « acquis de la révolution » face à la monarchie réactionnaire de Hassan et à l'impérialisme !

Ces appels à l'union sacrée devaient être définitivement constitutionnalisés dans la grande campagne d'embrigadement productiviste et patriotique menée de « charte nationale » en « constitution - tout aussi nationale », avec tout son décorum grandiloquent d'élections en tous sens et à tous les niveaux, gadget exhibé en toute hâte par un régime que le *Financial Times* de Londres félicitait naguère d'avoir « dépolitisé » le pays.

Mais tout cela n'a apparemment pas suffi à refermer les plaies qui étaient en train de s'ouvrir. C'est un jeune et vigoureux prolétariat, qui a su malgré tout le matraquage du frontisme social et politique se familiariser avec ses armes spécifiques de classe, que l'on vient de voir à l'œuvre dans les grèves des derniers mois.

Ces grèves, qui ont mis en avant des revendications élémentaires de salaire et de conditions de vie et de travail, ont pris une grande ampleur et ont été largement suivies : depuis celles qui ont frappé à un moment ou à un autre les petites industries dispersées et même isolées, jusqu'à l'arrêt général dans toutes les unités de production d'une même entreprise nationale comme la SNS ; jusqu'à la grève des dockers, qui s'est accompagnée de violents affrontements avec la police, ou à celle des cheminots sur tout le réseau national qui a coïncidé avec celle de leurs camarades marocains, et où la répression a dû se faire plus discrète (et il ne s'agit là que des grèves largement connues).

Le mouvement social a révélé non seulement la classe ouvrière, mais également l'existence d'une véritable bourgeoisie, avec tous les réflexes de ses aînés, et la tranchée de classe qui s'est ouverte avec le mouvement ouvrier en Tunisie a également mis fin à la période de la « solidarité nationale » de l'indépendance en Algérie.

En même temps que les esprits sont en train d'assimiler cette dure réalité et que

toutes les forces sociales cherchent en tâtonnant à déterminer leur conduite pour l'avenir, les rapports de l'Algérie avec le marché mondial ont considérablement changé. La France a perdu du poids face à l'Amérique et ses fabuleux contrats de gaz et même à l'Allemagne et ses machines, même si bien des bourgeois algériens se trouvent plus à l'aise dans l'ambiance « traditionnelle » du capitalisme français.

Or on est à l'heure du choix. Les Etats-Unis et la France sont en train de se redistribuer les cartes à l'échelle de l'Afrique entière et notamment au Maghreb où le conflit du Sahara est une des questions-tests des marchandages en cours.

A ce double carrefour où est arrivée la société algérienne, la mort de Boumediène est une perte irréparable pour la bourgeoisie. Qui peut en effet à l'heure de l'aiguinement des conflits de classe se prévaloir de son prestige de « combattant » et de son franc-parler paysan qui lui permettait de calmer les foules turbulentes ? Qui peut désormais aussi bien que lui faire croire à une synthèse entre le « marxisme » — naturellement celui, complètement dégénéré, du PAGES (l'ex-PCA) — et l'Islam, le premier pour paralyser les grèves, le second pour ménager les vieilles classes ?

Qui peut désormais parer d'un anti-impérialisme romantique de façade les compromis bien concrets avec les différents impérialismes ? Qui peut maintenir aussi bien que lui l'équilibre entre les différentes fractions bourgeoises écartelées entre les différents impérialismes ?

L'absence de réponse à ces questions explique la lenteur — le ralentissement ? — de la mort « officielle » de Boumediène.

Mais pour le prolétariat, l'avenir se présente de façon nettement différente. Désormais, les bourgeois qui sont le produit authentique du développement capitaliste que Boumediène cherchait encore à voiler sous sa cape noire doivent apparaître exactement pour ce qu'ils sont, sans fard, débarrassés des vieux souvenirs révolutionnaires. Désormais, l'Etat doit apparaître pour ce qu'il est en réalité, nettoyé du verbiage de la solidarité anti-coloniale aujourd'hui devenue mensongère. D'ailleurs, qui peut voir dans la « relève » autre chose qu'une brochette de créatures non déguisées du capital ?

En silence, la taupe du vieux Marx accomplit son travail...

## Lutte à outrance contre le contrôle de l'immigration !

(Suite de la page 1.)

choses plus réglementairement par voie législative, le désaccord n'étant pas sur le contenu mais sur la forme.

Que dit en effet l'accord franco-algérien signé le 27-12-1968 « relatif à la circulation, à l'emploi et au séjour des ressortissants algériens et de leurs familles » ?

Il crée un régime particulier d'immigration : les travailleurs algériens peuvent venir en France s'ils sont titulaires d'une carte délivrée par l'Office National Algérien de la Main-d'Œuvre (ONAMO) revêtue du timbre de la « mission médicale » française. Le gouvernement algérien doit délivrer les cartes ONAMO en respectant un contingentement fixé à 35.000 par an en 1968, puis 25.000 en 72 et 73 (depuis septembre 73, le gouvernement algérien a suspendu l'immigration... selon les vœux du gouvernement français). De plus, seuls les titulaires du passeport peuvent théoriquement y séjourner 9 mois pour y chercher un emploi. A l'issue de cette période, s'ils justifient d'un emploi, ils ont droit à un certificat de résidence de 5 ans pour tous ceux venus après l'accord ou résidant en France depuis moins de 3 ans au 1<sup>er</sup> janvier 69, de 10 ans pour ceux justifiant d'un séjour de plus de 3 ans à cette date. Ce certificat de résidence est un titre de séjour qui permet à la fois de circuler et de travailler sur l'ensemble du territoire, pour toutes les professions salariées.

Point important : les certificats de résidence sont renouvelés automatiquement, quelle que soit la situation du travailleur, y compris s'il est chômeur. Cependant si le travailleur est en chômage continu depuis plus d'un an lors d'un premier renouvellement de son certificat de résidence, la durée du deuxième certificat peut être réduite à un an (mais le deuxième renouvellement sera toujours automatique), ceci ne concernant pas les titulaires de certificats de résidence ayant une durée de 10 ans. Le certificat de résidence ne peut être retiré que si le travailleur se trouve « sans emploi et sans ressources depuis plus de 6 mois consécutifs ».

De plus, s'il y a bien des chances que cette clause de renouvellement automatique disparaisse bel et bien du prochain accord, il est clair que les hésitations du gouvernement

français sont également explicables par le fait que certains secteurs du patronat sont favorables à la reconduction pour dix ans des contrats, comme c'est le cas des patrons du bâtiment et de l'agriculture, le CNPF dans son ensemble se prononçant pour le renouvellement pour 3, 5 ou 10 ans en fonction de la profession.

Il est clair qu'une telle mesure n'est pas de nature à soulager l'oppression particulière qui pèse sur les ouvriers immigrés. Son véritable résultat est, en faisant peser la menace de non renouvellement pour 350.000 travailleurs dans un an, d'accroître encore l'insécurité de tous et les campagnes d'intimidation qui visent directement une partie de la classe ouvrière et, au fond, l'ensemble du prolétariat.

D'autre part, cela n'exclut pas du tout que l'Etat français cherche à se débarrasser en 79 d'autres groupes de travailleurs dont l'expulsion lui poserait moins de problèmes. Il ne peut s'agir pour l'instant des travailleurs du Marché commun, ni de ceux d'Espagne, du Portugal et de Grèce qui vont y entrer. Ce seront certainement les travailleurs yougoslaves et turcs, les autres travailleurs maghrébins (Maroc, Tunisie) et surtout les travailleurs d'Afrique Noire qui seront visés.

En effet, les circulaires du 30 novembre 74 ont imposé, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 75, la carte de séjour pour tous les Africains, et l'arrêté du Conseil d'Etat du 24 novembre 78 a reconnu la légitimité de cette mesure de contrôle. Pour tous ceux entrés après le 1<sup>er</sup> décembre 74, elles ont institué l'exigence supplémentaire d'un contrat de travail visé avant l'introduction en France (sauf pour le Tchad, le Centrafrique, le Congo, le Gabon). De plus, la carte de travail a été exigée pour la Guinée et Madagascar, créant encore une division supplémentaire parmi les travailleurs. La carte de séjour est valable 3 ans (5 ans pour le Sénégal).

Ainsi, pour une partie des travailleurs africains, les cartes de séjour sont arrivées à expiration courant 78, et sans doute une bonne partie d'entre eux n'ont reçu que des autorisations provisoires de séjour. Les marionnettes des Etats locaux africains n'ayant rien à refuser à leur patron l'Etat français, celui-ci n'aura pour limite que le risque d'aggraver les tensions sociales en projetant sur la

scène africaine des milliers de travailleurs ayant acquis une expérience de lutte et d'organisation de leurs camarades en métropole, comme ceux qui ont participé à la lutte des foyers.

Dans les conditions présentes, l'insécurité accrue de la situation des travailleurs algériens donne une raison de préparer une riposte plus large encore, riposte que le petit répit donné par la bourgeoisie permet de mieux préparer. Le poids des mesures de refoulement risque de se porter dans l'immédiat sur les travailleurs africains qu'il ne faut absolument pas laisser seuls dans l'épreuve des prochains mois sous peine d'un affaiblissement de l'ensemble de la riposte et de la capacité de résistance de l'ensemble de la classe ouvrière.

Plus que jamais, il est indispensable de mener contre le front uni bourgeoisie-opportunisme la lutte contre le contrôle de l'immigration et de préparer une riposte de classe contre toutes les intimidations policières, les attentats racistes et les expulsions.

Voici ce que publie La Lettre de l'Expansion du 1-1-79 dans la rubrique « Indiscrétions » :

« STOLERU défie le Conseil d'Etat. Par télex, il a intimé l'ordre aux préfets de continuer à appliquer ses circulaires destinées à favoriser le départ des immigrants, et qui ont été annulées par le Conseil d'Etat. Mais les préfets et les TPG qui obtiendront risquent la cour de discipline budgétaire. Cruel dilemme. »

## Auschwitz ou le grand alibi

Tel est le titre de la dernière brochure (numéro 11) parue dans la série « Le Prolétaire ».

24 pages. Prix : 3 F

## Presse internationale

VOICI LE SOMMAIRE DU N° 24

★

## el-oumami

n° 2 - janvier 1979

### EN LANGUE FRANÇAISE

● Contre la fermeture des frontières, les expulsions, l'oppression policière et raciste :

Vive l'unité internationale de la classe ouvrière !

- Le mythe de la « réinsertion » : l'exemple de l'Algérie.
- Tours d'horizon international
- Foyers en lutte : malgré la répression et le sabotage, la lutte continue
- Les bases d'une riposte de classe aux expulsions de travailleurs immigrés
- Le Maroc en proie à la crise
- Pour le parti ouvrier indépendant — 2. Le parti communiste est nécessairement international

### EN LANGUE ARABE

- Tunisie, un an après le 26 janvier 78 : aucune démocratisation de l'Etat ne parviendra à combler la tranchée de classe
- Un tract de solidarité avec les masses libanaises et palestiniennes en lutte
- Notre solidarité avec les victimes de la répression en Tunisie et au Maroc

## Permanences du Parti

### EN BELGIQUE

● A Bruxelles : le 2<sup>e</sup> jeudi de chaque mois, soit le 8 février et le 8 mars, de 19 h 30 à 21 h 30, local de l'ASBL-Club, 51, avenue de la Couronne, 1050 Bruxelles.

### EN FRANCE

● A Aix-en-Provence : vente au marché de la place du Palais de Justice le samedi de 11 h à 12 h tous les quinze jours, soit le 20 janvier et le 3 février.

● A Amiens : tous les lundis de 12 h 30 à 14 h, Café Le Lutetia, rue Saint-Leu.

● A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

● A Arles : vente sur le marché du Boulevard des Lices, le 1<sup>er</sup> et le 3<sup>e</sup> samedi de chaque mois, de 11 à 12 heures, soit le 20 janvier et le 3 février.

● A Avignon : vente aux Halles, place Pie, tous les samedis de 11 à 12 h.

● A Grenoble : le dernier dimanche de chaque mois au marché Saint-Bruno, de 10 h 30 à 11 h 30, soit le 28 janvier et le 25 février.

● Au Havre : vente le dimanche matin au marché d'Harfleur le 1<sup>er</sup> et le 3<sup>e</sup> dimanche de chaque mois, soit le 21 janvier et le 4 février.

● A Lille : vente et permanence au marché de Wazemmes de 11 à 12 h (derrière l'Eglise) le 1<sup>er</sup> dimanche de chaque mois ainsi que tous les mercredis de 17 h 30 à 19 h 30, 27, rue Adolphe.

● A Lyon : vente et permanence au marché Garibaldi, place des Martyrs de la Résistance, de 10 h à 11 h, les dimanches 28 janvier, 11 et 25 février, 11 et 25 mars.

● A Nantes : vente le 1<sup>er</sup> dimanche de chaque mois, marché de Talensac, de 10 h 30 à 11 h 30, soit le 4 février et le 4 mars.

● A Paris : 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

● A Rouen : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

● A Roubaix : vente et permanence au marché de 11 à 12 h (face à la poste), le 3<sup>e</sup> dimanche de chaque mois, soit le 21 janvier et le 18 février.

● A Strasbourg : tous les vendredis de 18 à 19 h, 3, rue Sainte-Catherine (au fond de la cour à droite), près de la place de Zurich.

● A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

### EN SUISSE

● A Lausanne : tous les samedis de 10 à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché (1<sup>er</sup> étage à droite, « Atelier »).

### La permanence du Parti

à Strasbourg a lieu désormais

tous les vendredis de 18 h à 19 h

à la même adresse que précédemment

### CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE

Editions Programme

32, rue du Pré-au-Marché

1004 LAUSANNE

directeur-gérant  
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »  
232, rue de Charenton - 75012 Paris

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission  
paritaire de presse : 52926